GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (1^{re} chambre): Jeux de Bourse; demande par un créancier du joueur contre l'agent de change en restitution des courtages, couvertures et reports; saisie-arrêt des-mains de l'agent de change. — **Cour impériale de Paris (2^e ch.):** Boulevard de Strasbourg; bail; travaux de voirie; abaissement du sol; trouble à la jouissance du preneur; garantie du bailleur. — **Tribunal civil de la Seine (1^{re} ch.):** Ville de Paris; expropriation pour cause d'utilité publique; baux sous condition résolutoire sans indemnité; droits de la Ville de Paris. — **Cour d'assises de la Seine:** Empoisonnement commis par une femme sur son mari à l'aide de l'émétique. — **Cour d'assises du Puy-de-Dôme:** Affaire des deux Minder et de Laurent; tentative d'assassinat et vols.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} ch.).

Présidence de M. le premier président Deschamps.
Audience du 29 novembre.
JEUX DE BOURSE. — DEMANDE PAR UN CRÉANCIER DU JOUEUR CONTRE L'AGENT DE CHANGE EN RESTITUTION DES COURTAGES, REPORTS ET COUVERTURES. — SAISIE-ARRÊT DES-MAINS DE L'AGENT DE CHANGE.
Lorsque le jeu de Bourse est constaté, le client de l'agent de change, non plus que son créancier, ne peuvent répéter les différences et les courtages payés à cet agent.
Mais ce créancier est fondé à saisir-arrêter les sommes et valeurs étant aux-mains de l'agent, à titre de couvertures, et dont il n'a pas encore disposé pour la liquidation des opérations.

(Voir les plaidoiries de M^{rs} Senard pour M. et M^{me} Duboy, appellants, et Nico et pour M. Moreau, et les conclusions de M. l'avocat-général Barbier, dans la Gazette des Tribunaux des 21 et 23 novembre.)

Conformément à ces conclusions, la Cour a rendu, à l'entrée de l'audience d'aujourd'hui, l'arrêt dont voici le texte :

« La Cour,
« Sur les conclusions de l'appelant, tendantes à la restitution de la somme payée par Vauloup à Moreau;
« Considérant, en fait, que si les opérations négociées à la Bourse par Moreau pour le compte de Vauloup ont été d'abord sérieuses, elles ont promptement dégénéré en ventes fictives, et tendant par le paiement de différences;
« Que le caractère de ces opérations, évident pour tous, n'a pu être méconnu par un agent de change expérimenté;
« Qu'ainsi il s'agit bien, dans la cause, d'apprécier la conséquence de jeux et paris sur les effets publics;
« Considérant, en droit, que l'article 1967 du Code Napoléon repousse dans tous les cas les demandes en répétition de sommes payées pour dettes de jeu, mais que l'appelant soutient que la restitution doit être ordonnée en sa faveur, par une conséquence des dispositions de la loi pénale; qu'en effet, les articles du Conseil de 1783 et 1786 et les articles 421 et 422 du Code pénal constituent une peine contre les jeux de Bourse; que ces jeux produisent dès lors un délit ne pouvant donner naissance à aucune obligation même naturelle; en sorte que les paiements faits par Vauloup n'auraient été sans cause, et que les sommes par lui payées devraient être restituées aux termes de l'article 1235 du Code Napoléon;

« Considérant que si l'on admet, avec l'appelant, que le jeu de Bourse constitue un délit, il n'en résulte pas que l'action en restitution formée par l'un des complices du délit soit admissible; que les principes posés au Digeste, au titre de *Constitution ob turpem causam*, et adoptés par une jurisprudence invariable, ont toujours fait repousser toute action en restitution des sommes payées à l'occasion et pour l'accomplissement d'un acte réprimé par la loi pénale;

« Considérant qu'il suffit de substituer au délit spécial dont il s'agit dans la cause un fait incontestablement criminel, pour reconnaître que ses auteurs ne sauraient être admis à venir s'en prévaloir devant la justice civile, et à lui demander en quelque sorte la liquidation de leur association coupable, et qu'un tel fait, comme les conventions qui l'ont accompagnée, ne peut pas plus donner naissance à des demandes en restitution qu'à des réclamations directes;

« Considérant qu'ainsi, plus l'appelant cherche à établir que les jeux de Bourse constituent un délit, plus il démontre la non-recevabilité de son action;

« Considérant qu'il s'agit vainement sur les décisions de la jurisprudence en matière de contre-lettres dans les cessations d'offices; que l'analogie qu'il prétend établir n'est point exacte; que la dissimulation du prix d'un office ne constitue pas un délit; que la contre-lettre imposée par le titulaire d'un office a pu être considérée comme étant le résultat d'une sorte de contrainte qui annule le consentement donné par le cessionnaire; que, dans les actes intervenus entre Vauloup et Moreau, rien de pareil ne se rencontre, et que la liberté du consentement donné par Vauloup n'est pas contestable;

« Considérant, quant aux considérations de morale et d'ordre public présentées par l'appelant, que c'est au législateur et non au juge qu'il appartient de pourvoir aux nécessités de l'ordre public; que d'ailleurs la jurisprudence, qui a dû repousser les demandes en paiement de sommes réclamées pour liquidation de jeux de Bourse, n'a diminué en rien l'ardeur de ses spéculations; que des décisions qui autoriseraient les restituations n'empêcheraient vraisemblablement pas plus de résultats utiles pour l'avenir et jetteraient certainement un trouble considérable sur le présent;

« Considérant que les reports et les courtages sont les accessoires des opérations intervenues entre Vauloup et Moreau; que, soit que l'on considère ces opérations comme un jeu ou comme un délit, il ne se présente aucune raison pour appliquer aux frais et accessoires une autre règle de droit que celle qui régit le fait principal;

« Sur les conclusions de l'appelant relatives à la saisie-arrêt des valeurs qui se trouvaient entre les mains de Moreau au 10 juillet 1836;
« Considérant que Moreau a reconnu qu'il ne pouvait aliéner ces valeurs qu'avec le consentement de Vauloup; que ce consentement n'a été donné qu'après le 10 juillet; qu'ainsi, à cette époque, ces valeurs étaient la propriété de Vauloup, et qu'elles ont été valablement saisies par son créancier;

« Infirme le jugement, en ce que la saisie-arrêt n'a pas été déclarée valable; le jugement résidu sortissant effet, or donne la restitution de l'amende, dépens des causes principale et d'appel compensés, sauf le coût de l'arrêt qui sera supporté par Moreau.»

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (2^e chambre).

Présidence de M. Le Gorec, conseiller-doyen.
Audience du 24 novembre.

BOULEVARD DE STRASBOURG. — BAIL. — TRAVAUX DE VOIRIE. — ABAISSEMENT DU SOL. — TROUBLE A LA JOUISSANCE DU PRENEUR. — GARANTIE DU BAILLEUR.

Les travaux d'exhaussement ou d'abaissement du sol exécutés par l'administration sur la voie publique ne rentrent pas dans les voies de fait dont le preneur doit se défendre directement contre l'auteur du trouble. Le bailleur en doit garantir le preneur en vertu de l'obligation qui lui est imposée d'entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée. (Art. 1725, 1719 et suiv. du Code Nap.)

Cette décision résulte du jugement suivant, qui contient l'exposé du fait et les arguments de droit :

« Attendu que la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon est locataire d'une boutique louée par le propriétaire sise à Paris, boulevard de Strasbourg, dont Ardoin père et fils sont propriétaires, et dans laquelle est établi un bureau d'omnibus et de messageries;

« Que la ville de Paris a fait exécuter sur ce boulevard des travaux d'où il est résulté que le niveau du trottoir est abaissé de 38 centimètres, en sorte que l'accès de la boutique est devenu extrêmement difficile; que, par suite, la compagnie éprouve chaque jour un certain préjudice;

« Attendu que l'expert Bailly, commis par justice, a déposé son rapport dans lequel il indique trois moyens de remédier aux inconvénients produits par cet état de choses; que le premier de ces moyens est le seul qui puisse être admis; que les deux autres doivent être repoussés, l'un parce que l'autorité municipale n'en permettrait sans doute pas l'exécution; l'autre parce que l'accès de la boutique resterait presque aussi incommodé qu'il l'est aujourd'hui;

« Attendu que le propriétaire est tenu de faire jouir paisiblement le preneur de la chose louée, et d'y faire pendant la durée du bail toutes les réparations nécessaires, de telle manière qu'elle puisse toujours servir à l'usage auquel elle est destinée;

« Que la compagnie est donc en droit de demander que la société Ardoin fasse exécuter les travaux indiqués par l'expert;

« Attendu que ces travaux, par rapport à la compagnie, doivent être mis à la charge d'Ardoin père et fils;

« Que vainement ceux-ci objecteraient que ce n'est point par leur fait qu'ils sont devenus nécessaires, et qu'ils ne sont que la conséquence des ordres donnés par l'autorité municipale;

« Qu'en effet, cette circonstance ne saurait les dispenser de remplir leurs obligations envers la compagnie locataire, sauf à eux à se pourvoir comme ils le jugeront à propos pour obtenir, s'il y a lieu, de la ville de Paris, l'indemnité à laquelle ils peuvent prétendre;

« Attendu que, par la même raison, ils doivent réparation à la compagnie du dommage qu'elle éprouve;

« Entend le rapport de l'expert, ordonne qu'Ardoin père et fils feront abaisser le sol actuel du magasin ou boutique louée à la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon de 0,38 centimètres, pour le raccorder avec le trottoir nouvellement établi, en conservant le seuil de 0,093 millimètres en contre-haut, ainsi qu'il existait anciennement, et exécuteront tous les travaux qui en seront la conséquence, tels que l'abaissement du sous-sol; le tout à leurs frais, sauf leur recours contre qui de droit; dit que, faute par eux de ce faire, etc...; condamne en outre Ardoin père et fils à payer à la compagnie 5 fr. d'indemnité par chaque jour, depuis l'assignation jusqu'à la fin des travaux.»

Devant la Cour et à l'appui de l'appel interjeté par MM. Ardoin père et fils, M^{rs} Mathieu a développé le système suivant :

Aux termes de l'article 1725 du Code Napoléon, le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par des voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée, sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel. Or, le trouble dont se plaint la compagnie du chemin de fer de Lyon, locataire des appels, provient de l'abaissement du sol du boulevard de Strasbourg, et ces travaux ont été ordonnés par l'autorité municipale, sans le concours des bailleurs, qui, d'ailleurs, ne pouvaient s'opposer à leur exécution. C'est là un trouble rentrant dans les prévisions de l'article 1725, et dont le preneur doit se défendre directement contre l'autorité municipale, auteur du trouble, sans recours contre le bailleur. Si une indemnité pouvait être due à la compagnie de Lyon, ce serait contre l'administration municipale, et devant les Tribunaux administratifs qu'elle pourrait être demandée, aux termes de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII. A ces divers titres, la demande doit être repoussée.

M^{rs} Péronne, pour la compagnie du chemin de fer de Lyon, a combattu ces moyens exceptionnels comme inapplicables aux faits de la cause.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Moreau, a statué en ces termes :

« En ce qui touche la compétence :
« Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, non d'une demande d'indemnité à régler par l'autorité administrative, mais de l'action d'un locataire contre le propriétaire à l'effet de se faire maintenir dans la libre possession et jouissance de la chose louée;
« Au fond :
« Adoptant les motifs des premiers juges;
« Sans s'arrêter aux exceptions proposées par les appellants dont ils sont déboutés,
« Confirme.»

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} ch.).

Présidence de M. Gallois.
Audience du 25 novembre.

VILLE DE PARIS. — EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — Baux sous condition résolutoire sans indemnité. — DROITS DE LA VILLE DE PARIS.

La ville de Paris peut opposer au locataire exproprié la clause du bail par laquelle il a été stipulé qu'en cas de vente ou d'échange de la maison louée le bail serait résilié sans indemnité.

L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être assis-

milée au cas de vente, et la Ville est subrogée dans tous les droits du propriétaire.

Le Tribunal de la Seine a déjà jugé (voir la Gazette des Tribunaux du 1^{er} août 1858) que la ville de Paris peut invoquer contre le locataire la clause du bail par laquelle il est dit qu'en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, le bail serait résilié sans indemnité.

Dans l'espèce soumise aujourd'hui au Tribunal, le cas d'expropriation n'étant pas prévu, il était stipulé seulement qu'en cas de vente ou d'échange, le bail serait résilié sans indemnité.

Cette clause était-elle applicable au cas d'expropriation? Les sieurs Leger, Velat et autres soutenaient la négative et demandaient l'attribution de l'indemnité hypothétique fixée par le jury, pour le cas où leurs baux seraient déclarés opposables à la ville de Paris.

Le Tribunal, après avoir entendu M^{rs} Marsaux pour les sieurs Velat et autres, et M^{rs} Paillard de Villeneuve pour la ville de Paris, a, sur les conclusions conformes de M. Pinard, substitué, rendu le jugement suivant :

« Le Tribunal joint les causes comme communes, et statuant sur le tout par un seul et même jugement :

« Attendu qu'il résulte des termes exprimés de la clause résolutoire, insérée aux baux sous seings privés et enregistrés, consentis par le comte de Lucy à Velat, Primault et autres locataires, de plusieurs boutiques situées à Paris, rue de la Pépinière, n^{os} 42 et 44, que « dans le cas, notamment, de vente ou d'échange de tout ou partie desdites maisons, lesdits baux seront nuls ou résiliés, si bon plaisait au bailleur, sur simple signification d'un congé, trois mois à l'avance »;

« Attendu que le comte de Lucy ayant cédé la toute propriété desdites deux maisons à la Ville de Paris, pour l'exécution du nouveau boulevard Malesherbes, avec le droit de prendre possession au 15 avril 1858, M. le préfet de la Seine, en-noms, a fait signifier, le 28 décembre 1857, aux différents locataires, demandeurs au procès, un congé pour sortir desdits lieux au terme échéant dudit mois d'avril;

« Attendu que lesdits immeubles ayant été, en conformité de la loi du 3 mai 1841, déclarés expropriés pour cause d'utilité publique, par jugement de cette Chambre du 11 février 1858, le jury d'expropriation a été appelé à déterminer les indemnités auxquelles avaient droit, tant le propriétaire que lesdits locataires, et qu'il a prononcé :

« Attendu qu'une décision du jury, rendue le 22 mars 1858, a fixé l'indemnité de dépossession pour revenir à chacun de ces derniers, mais hypothétiquement seulement et pour le cas où il serait jugé ultérieurement par le Tribunal compétent, que la clause insérée aux baux sus-énoncés ne saurait être invoquée par la Ville de Paris;

« Attendu qu'il est incontestable que l'expropriation pour cause d'utilité publique doit être assimilée en tous points à une vente ordinaire, puisqu'elle produit de part et d'autre et aussi vis à vis des tiers tous les mêmes et semblables effets, sans aucune exception;

« Attendu dès lors que le cas prévu aux baux s'étant réalisé, les locataires Velat, Primault et autres n'ont aucun droit aux indemnités hypothétiques ci-dessus et ne sont pas fondés à réclamer à titre de dédommagement, pour prix de leur dépossession antérieure à l'expropriation des baux, autre chose que les sommes déterminées d'avance pour le cas de vente ou d'échange par les conventions sus-rappelées qui font la loi des parties;

« Attendu, quant auxdits congés dont les mêmes locataires demandent la nullité, qu'ils ont été signifiés valablement par la ville de Paris, soit comme expropriant, soit comme propriétaire; qu'en outre ils l'ont été régulièrement, c'est-à-dire avec observation des délais stipulés auxdits baux;

« Attendu encore et très surabondamment qu'ils ont été exceptés par les demandeurs, et qu'enfin les maisons dont s'agit sont actuellement démolies; qu'ainsi la question de validité desdits congés est désormais sans aucune espèce d'intérêt pour qui que ce soit;

« Par ces motifs :
« Déclare les sieurs Velat, Primault, Leger, veuve Aulier, sieur Hautoy et sieur Brand, mal fondés dans les différents chefs de leurs demandes respectives, et les en déboute;

« Statuant sur la demande reconventionnelle de la ville de Paris et y faisant droit :

« Autorise le préfet de la Seine en-noms à retirer de la caisse des consignations, sur sa simple quittance, le montant des indemnités hypothétiques fixées pour chacun desdits demandeurs par la décision susénoncée du jury d'expropriation, à quoi faire tous directeurs et caissiers contraints, qui faisant bon et valablement quittes et déchargés;

« Condamne lesdits demandeurs en tous les dépens.»
(Voir dans le même sens, arrêt de la Cour de Paris du 9 avril 1842. J. P. 1842, 1,479. — Paris, 25 juin 1858. — Jugement du Tribunal de la Seine du 31 juillet 1858. — En sens contraire, Cour de Rouen, 12 février 1847; Cour de Paris, 3 avril 1852.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Pinard.
Audience du 29 novembre.

EMPOISONNEMENT COMMIS PAR UNE FEMME SUR SON MARI A L'AIDE DE L'ÉMÉTIQUE.

L'accusée est une femme de vingt-neuf ans, très brune, et qui serait jolie si sa figure n'était pas empreinte d'un certain cachet de dureté. Elle est en grand deuil de veuve, et son costume indique qu'elle est dans une position de fortune assez aisée. Il est résulté des dépositions des témoins à décharge, qu'elle a traversé des époques de grande misère et qu'elle s'en est tirée par un travail long et opiniâtre. Elle a commencé, à dit un de ces témoins, par « habiter un bateau sur la Seine » avec Galabé, qui est devenu plus tard son mari. Ils passaient les nuits à la pêche, la femme conduisant le bateau, Galabé jetant ses filets, et, le matin venu, l'accusée mettait le poisson dans sa hotte et venait le vendre à la Halle. A force de travail et d'économie, ils avaient acheté un petit terrain dans l'île Saint-Denis, y avaient élevé une petite maison et s'y étaient établis marchands de vin, à l'enseigne du *Roi des Pêcheurs*.

C'est dans cette situation qu'ils se sont mariés; c'est dans cette situation aussi que ce mariage aurait été dénoué par un crime d'empoisonnement, dont l'accusée vient répondre aujourd'hui devant le jury.

Le siège du ministère public est occupé par M. l'avocat général Oscar de Vallée.

M^{rs} Lachaud est assis au banc de la défense.

M. le président : Accusée, quels sont vos nom et prénoms ?

L'accusée : Clémence-Mathilde Chrétien, veuve Galabé.

D. Votre âge ? — R. Vingt-neuf ans.

D. Votre état ? — R. Marchande de vin.

D. Où demeuriez-vous avant d'être arrêtée ? — R. A l'île Saint-Denis.

D. Où êtes-vous née ? — R. A Chevilly (Eure-et-Loir).

Voici dans quels termes se formule l'accusation :

Mathilde Chrétien épousa, il y a onze mois, le sieur Galabé, marchand de vin à l'île Saint-Denis, avec qui elle vivait en concubinage depuis treize ans et dont elle avait une fille, aujourd'hui âgée de neuf années. Ses mœurs étaient dissolues; elle entretenait des relations coupables avec un nommé Lecomte, et son mari, qui en était instruit, manifestait parfois sa jalousie en la frappant avec violence.

Le 14 juin, Galabé fit une chute; le médecin ne constata chez lui aucune lésion et pronostiqua une prompte guérison. Cependant l'état du malade ne cessa de s'aggraver; un second médecin, appelé au mois d'août, le trouva la face jaune, le corps amaigri, ne pouvant rien prendre, pas même de l'eau glacée, et tourmenté par des vomissements continuels dont sa femme faisait disparaître les traces. Le 20 août, il mourut.

Déjà des bruits d'empoisonnement avaient couru; la veuve même de son mari, une fille Moquet, qui avait depuis peu quitté le service des époux Galabé, était venue spontanément faire au commissaire de police de graves révélations. L'autopsie fut ordonnée. L'homme de l'art chargé de cette opération constata que le corps ne présentait pas l'apparence qu'on remarque ordinairement à la suite d'une maladie organique; il émit l'opinion que Galabé avait succombé à une affection qui avait altéré le foie et les organes digestifs, et qui était assez insolite pour rendre nécessaire une analyse chimique.

Cette seconde opération eut lieu : les experts ne trouvèrent rien dans les organes digestifs; mais dans le foie, une quantité notable d'un composé antimonial, et, dans les reins et la rate, des traces sensibles de ce composé. Ils conclurent à la probabilité d'un empoisonnement lent par le tartre stibié ou émétique.

Cette opinion des hommes de l'art a été pleinement confirmée par les résultats de l'inspection. Les deux médecins qui ont soigné Galabé ne lui avaient point prescrit l'émétique; le second seulement lui avait fait appliquer, quelques jours avant la mort, trois emplâtres contenant une faible quantité de tartre stibié, mais qui n'avaient produit aucun effet. La femme Galabé soignait seule son mari, qui ne voulait rien accepter que de sa main. Elle a déclaré qu'elle ne lui avait pas fait prendre de l'émétique; mais, sur ce point, les dépositions de ses domestiques l'ont convaincue de mensonge.

La première de ces domestiques, Marie Moquet, entrée au service de la femme Galabé au mois de mai, déclare que cette femme l'a envoyée dix à douze fois à Paris chercher de l'émétique, en lui recommandant d'aller chez plusieurs pharmaciens. Chaque fois la fille Moquet rapportait une dizaine de grains d'émétique; la femme Galabé rompait les paquets, dont elle faisait fondre le contenu dans de l'eau froide, après avoir brûlé le papier, et elle portait cette boisson à son mari, qui ne voulait pas qu'un autre l'approchât.

Le 26 juillet, la fille Moquet ayant parlé de son désir de faire des économies pour aller dans son pays, sa maîtresse lui promit 30 fr., en lui disant : « Je me fie à vous; surtout gardez-moi bien le secret; mon mari me frappe, je n'aime pas, je n'aime que M. Lecomte, qui me donne tout l'argent dont j'ai besoin; je veux empoisonner mon mari. » La domestique s'empressa de rapporter cette confidence à son amant, le sieur Zuck, voligeur de la garde; celui-ci l'engagea à quitter la maison de la femme Galabé. Cette malheureuse, lui dit-elle, finira mal. Elle suivit ce conseil, et sa maîtresse vint plusieurs fois la supplier de revenir.

La fille Moquet avait été remplacée par une fille Ailliand. Cette nouvelle domestique fut à son tour plusieurs fois envoyée à Paris pour acheter de l'émétique. Sa maîtresse lui recommanda d'en rapporter le plus qu'elle pourrait. Elle allait de pharmacie en pharmacie et rapportait chaque fois de nombreux paquets. La femme Galabé délayait dans un verre d'eau froide le contenu de ces paquets et le portait à son mari. Quand il restait un résidu au fond du verre, elle le délayait de nouveau avec son doigt, pour le porter au malade, qui, après l'avoir pris, souffrait horriblement et vomissait dans un saladier que sa femme allait de suite vider près des murs du émiétière. Cette femme répétait qu'elle vivait mal avec son mari, et que, deux ans auparavant, elle l'aurait bien empoisonné si elle avait pu.

Le jour de l'autopsie, elle avait prié la fille Ailliand de ne pas dire qu'elle l'avait envoyée à Paris chez les pharmaciens, lui promettant sa montre en or, ses boucles d'oreilles et 50 francs, et la menace de l'étrangler, si elle parlait. La fille Ailliand avait été tellement effrayée par ces menaces que, lors de sa première déposition, elle n'avait osé dire toute la vérité. Les deux domestiques ont fait connaître les diverses officines où elles avaient acheté de l'émétique. Elles y ont été conduites et les ont parfaitement désignées. Les pharmaciens hésitaient à avouer qu'ils avaient commis la faute de vendre, sans ordonnance de médecin, une substance vénéneuse; la plupart cependant ont dû reconnaître ces deux filles pour leur avoir livré des paquets d'émétique. Il a été ainsi établi notamment que la fille Ailliand avait en deux fois reçu du pharmacien Dehaut douze grains ou soixante centigrammes d'émétique, et du pharmacien Baron cinquante centigrammes. Elle montrait, pour obtenir ces livraisons, un papier portant ces mots imprimés : « Tartre stibié, » et un autre paraissant être une ordonnance de médecin et sur lequel une signature illisible avait été fabriquée par la femme Galabé. Ces confrontations avec les pharmaciens ont aussi confirmé de la façon la plus complète les dépositions si accablantes des deux domestiques. Il en résulte que la femme Galabé a fait prendre à son mari des quantités considérables d'émétique, et qu'elle lui administrait cette substance, non comme médicament, mais comme poison.

Il y avait longtemps qu'elle était dominée par cette pensée d'empoisonnement. Un jour, elle avait dit à un fabricant de filets, qui venait souvent dans son cabaret, le nommé Giscard : « Vous qui avez tant voyagé, ne pourriez-vous pas m'indiquer quelque chose pour me débarrasser de Galabé ? » et le vieillard lui avait répondu par de sages représentations. Non contente d'employer l'émétique, elle cherchait d'autres moyens de satisfaire sa coupable passion. Au mois de juin, elle avait fait acheter de la mine de plomb pour tuer les mouches; et la fille Ailliand la vit introduire cette substance dans des pruneaux qu'elle fit manger à son mari. Enfin, il est un dernier fait qu'il importe de faire connaître. Le 14 août, la fille Ailliand avait parlé à Giscard des achats si fréquents d'émétique, et lui avait annoncé que, si elle recevait encore l'ordre d'en acheter, elle porterait cette poudre au commissaire de police. Giscard, troublé par cette confidence, n'osa en parler lui-même à la femme Galabé; mais il chargea un de leurs amis communs, le sieur Adnet, de la prévenir des propos de sa domestique. Depuis ce moment, celle-ci ne fut plus envoyée à Paris; mais le mal était consommé, et six jours après le malade expirait.

« Les hommes de l'art attribuent cette mort à un lent empoisonnement par le tartre stibié que l'autopsie et l'analyse chimique ont fait découvrir dans le corps de la victime. Il est certain que la femme Galabbé a fait acheter des quantités considérables de cette substance, et qu'elle les a fait prendre à son mari. Les propos du sieur Giscard et des deux domestiques prouvent qu'en agissant ainsi, elle était mue par la volonté d'empoisonner le malheureux. Les promesses et les menaces qu'elle a faites à la fille Aillaud, pour l'engager à taire ses achats d'émétique, le mensonge qu'elle a fait à la justice pour nier ces achats, trahissent le sentiment de sa culpabilité. Tout démontre l'existence d'un crime que cette femme a commis pour se livrer en liberté à ses débordements et jouir de la petite fortune d'un époux qu'elle détestait.

On fait retirer les dix-neuf témoins appelés par l'accusation et quatorze témoins assignés à la requête de la femme Galabbé.

M. le président procède ensuite à son interrogatoire.

INTERROGATOIRE DE L'ACCUSÉE.

D. Vous vous êtes mariée avec Galabbé; à quelle époque? — R. Le 10 octobre 1857.

D. Vous aviez de lui un enfant? — R. Oui, monsieur.

D. Quel âge a-t-il? — R. Neuf ans, et je suis grosse de cinq mois.

D. Alors vous pouvez vous asseoir. — R. Merci, monsieur, je peux rester debout.

D. Vos mœurs étaient désordonnées; vous aviez des relations avec Lecomte? — R. C'était avant mon mariage. Il y a deux ans et demi que j'avais rompu avec lui.

D. L'instruction vous attribue des relations avec Coreau, dit Barbillon. — R. Je le nie.

D. C'est un homme de rivière? — R. Oui, monsieur, un pêcheur.

D. Vous viviez en mauvais termes avec votre mari? — R. Non, monsieur, je n'avais pas à me plaindre de lui.

D. Quelle était votre position de fortune? — R. Je n'avais rien.

D. Votre mari était attaché à l'administration du tonnage? — R. Non, monsieur; il était de l'Assurance générale, et il gagnait plus de 2,000 fr., sans compter sa pêche et notre commerce de marchand de vins.

D. Vous n'avez pas fait de contrat en vous mariant? — R. Non, monsieur, ce que nous avions était à nous deux.

D. Vous avez fait bâtir une petite maison à l'île Saint-Denis? — R. Oui, et nous l'avons payée par des billets.

D. Vous avez tenu des propos bien graves et bien imprudents à diverses personnes, et notamment à Giscard. — R. Je ne lui ai pas dit ce qu'il raconte.

D. En juin dernier, votre mari a fait une chute? — R. Oui, il est tombé du haut d'un bateau dans la Seine.

D. C'était un homme bien constitué, dans la force de l'âge? — R. Il avait trente-quatre ans, et n'était jamais malade.

D. Sa chute n'avait pas de gravité? — R. Pardon, monsieur, sa chute a été grave, et il ne s'en est jamais bien remis.

D. M. Gosset, médecin à Paris, a dit que cette chute ne serait rien, et que le malade serait guéri avant cinq ou six jours. Votre mari a pu aller, en effet, voir son médecin à Paris. — R. Il n'a pas dit ça devant moi, le médecin.

D. Il l'a dit dans l'instruction. — R. Mon mari se levait et sortait tout de même.

D. Il sortait? L'instruction n'a rien établi à cet égard, si ce n'est que la maladie s'est considérablement aggravée. — R. Il vomissait toujours.

D. Qui le soignait? — R. Moi et les bonnes.

D. Non, pas les bonnes. C'est vous qui jetiez les déjections? — R. Oui, et aussi les bonnes.

D. Avant sa mort, des bruits d'empoisonnement ont couru contre vous? — R. Je le sais bien, puisque j'en ai parlé à mon mari.

D. La fille Moquet est entrée chez vous le 11 mai, et elle en est sortie le 26 juillet? — R. C'est possible; je ne me rappelle pas bien les dates.

D. Tâchez donc d'avoir de la mémoire. Vous savez bien ce qu'elle est allée dire au commissaire de police le 19 août, la veille de la mort de votre mari? Elle était inquiète des bruits qui circulaient, et là, spontanément, elle a déclaré que vous l'aviez envoyée chercher de l'émétique dix ou douze fois; que vous lui aviez dit que vous vouliez empoisonner votre mari, que vous n'aimiez plus, à qui vous préférez Lecomte, et que vous lui aviez promis de l'argent pour acheter son silence. — R. C'est faux de tous points, ce que dit cette fille.

D. Elle vous a quittée, pourquoi? — Son amant est venu la chercher.

D. C'est cela; cet homme avait été effrayé des confidences de la fille Moquet, et il lui faisait quitter votre maison en disant de vous: « Cette malheureuse finira mal. » — R. Je ne sais pas ce qu'il a pu lui dire.

D. Vous êtes allée la rechercher? — R. Oui, pour faire les huit jours qu'elle me devait.

D. Comment! vous vouliez faire huit jours par une fille qui vous accusait si gravement? — R. Elle ne m'a pas accusée en face.

D. Elle n'est pas revenue chez vous? — R. Non, monsieur.

D. Elle a préféré perdre ses huit jours? — R. Elle m'a dit qu'elle gagnait davantage dans une fabrique.

D. Cette fille a été remplacée par la fille Aillaud? — R. Oui, monsieur.

D. Elle a dit que tout de suite vous l'aviez mise en campagne pour acheter de l'émétique? — R. C'est faux, très faux!

D. Elle déclare que vous lui avez dit le jour de l'autopsie que vous lui donneriez votre montre, vos boucles d'oreilles et de l'argent, si elle gardait son secret? — R. Elle a dit tout cela, je le sais; mais jamais ni elle, ni la fille Moquet n'ont été chargées par moi d'acheter de l'émétique.

D. En fait, l'autopsie a constaté dans le corps de votre mari la présence d'une grande quantité d'émétique. Les médecins en avaient-ils prescrit pendant la durée de la maladie? — R. Non, je ne crois pas qu'ils en aient ordonné.

D. Votre mari en a pris cependant? — R. Je ne lui en ai pas donné; c'est tout ce que je peux répondre.

D. Qui lui en aurait donc donné? — R. Ceux qui lui donnaient à boire, sans doute.

D. Ecoutez: acceptez les faits que vous ne pouvez nier, et ne chargez pas d'autres personnes. Vous savez bien que votre mari ne voulait accepter à boire que de votre main. — R. Je n'ai jamais envoyé chercher de l'émétique.

D. Jamais? — R. Jamais.

D. C'est à cela que vous réduisez votre défense? — R. Oui.

D. Et les pharmaciens qui ont reconnu vos deux domestiques? — R. Je ne sais si mes bonnes y sont allées, je ne les y ai jamais envoyées.

D. Vous les envoyez si bien que vous leur donniez un mot imprimé portant: Tartre stibié, avec ordre de courir les pharmaciens et d'en prendre un grain chez chaque pharmacien; puis vous receviez leur récolte, si je peux employer cette expression, et vous le faisiez prendre à votre mari, en disant: « Ces imbéciles de médecins mangeraient ma maison si je les laissais faire; ce que je donne à mon mari lui fera du bien. » — R. Je n'ai pas dit ça.

D. N'avez-vous pas dit à votre mari: « Dis donc, père, sais-tu ce qu'on dit? on dit que je veux t'empoisonner. »

Laissez-le dire, aurait répondu votre mari: ce que tu me donnes m'a toujours fait du bien, et je ne t'ai fait que du mal? — R. Oui, il m'a dit cela.

D. N'était-ce pas une précaution que vous preniez en allant ainsi au-devant de ces bruits? — R. Oh! non, monsieur; je n'avais pas de précautions à prendre; je n'ai rien donné à mon mari pour lui faire du mal; il était très bon pour moi.

D. Oui, vous faites plaider cela; mais votre mari est mort empoisonné, empoisonné par l'émétique, et l'accusation représente vos domestiques comme ayant acheté le poison par votre ordre. Expliquez comment elles font contre vous des déclarations si précises, si accablantes. — R. Je ne sais pourquoi elles parlent ainsi.

D. Prétendez-vous qu'elles ont empoisonné votre mari? — R. Si'il y a eu de l'émétique donné, c'est par elles.

D. C'est votre défense. Asseyez-vous.

AUDITION DES TÉMOINS.

Jules-César Gosset, médecin: Le 28 juin dernier, j'ai été appelé chez M. Galabbé, à l'île Saint-Denis. Il avait fait une chute et était couché; il était sans fièvre et ne pouvait rien boire. J'ai ordonné quelques prises de calomel et des tisanes délayantes. Je ne l'ai revu que le 4 août.

D. Chez lui? — R. Non, chez moi, où il est venu.

D. Vous n'avez pas indiqué cette date dans votre déposition écrite? — R. Je m'étais trompé; j'ai vérifié sur mon agenda et je suis sûr de la date que j'indique.

D. Comment était-il à ce moment? — R. Il était un peu mieux. Sa femme et la dame Marutto l'accompagnaient. Je ne l'ai pas traité comme un homme gravement malade. Il était seulement très affaibli.

Adrien-Pierre Leroy-Desbarres, médecin à Saint-Denis: Le 11 août, j'ai été appelé pour donner des soins à Galabbé, qui avait fait une chute le 14 juin. On m'avait dit que vers le 1^{er} juillet il avait été consulter un médecin à Paris. Quand je l'ai vu, il avait des vomissements incessants; il était fort amaigri et avait le teint jaunâtre. Il ne pouvait prendre aucun aliment et ne supportait ni eau, ni bouillon. Je lui ai fait mettre un emplâtre de poix stibiée sur l'estomac.

Quelques jours après, le commissaire de police me dit qu'on soupçonnait un empoisonnement. « Avec quoi? » demandai-je. — Avec de l'émétique. — Et il n'y a pas de garde-robres? — Non. — Alors, il n'y a pas empoisonnement par l'émétique.

D. C'est votre opinion? — R. Oui, et mon opinion est celle de tout le monde. L'opinion contraire, qui est celle des toxicologistes, est l'exception.

D. Vous n'avez pas à vous expliquer là-dessus, vous n'êtes pas expert, sans cela nous vous aurions fait prêter serment. Vous avez vu Galabbé le 11 août, pensez-vous qu'il ait pu aller à Paris sept jours auparavant? — R. Je ne puis répondre à cette question, parce qu'un malade peut avoir été sept jours auparavant.

D. Vous ne pouvez pas répondre à cette question? alors allez vous asseoir.

Paul Lorain, médecin à Paris: J'ai procédé à l'autopsie du cadavre de Galabbé. L'état extérieur présentait les apparences d'une jaunisse très prononcée; il n'y avait aucune trace de coups ni de violences. J'ai examiné avec soin l'estomac et le foie. Le foie présentait des lésions remarquables et telles que je n'en ai jamais vues. J'étais en présence d'un état tout-à-fait anormal, ce qui m'a fait dire que, ne pouvant rien décider dès à présent, je demandais que les organes fussent mis dans des bocaux et soumis à une analyse chimique.

Ceci m'amène à parler de la seconde opération à laquelle j'ai pris part avec M. Lassaigüe.

Le témoin rend compte des opérations chimiques auxquelles il a été procédé, et qui ont immédiatement révélé la présence d'une quantité notable d'antimoine, qui est la base du tartre stibié ou émétique.

D. Il vous avait été dit que, pendant près de trois mois, le sieur Galabbé avait eu des vomissements persistants? — R. Oui, monsieur.

D. L'accusation croit pouvoir en conclure que Galabbé a dû rejeter une grande quantité de l'émétique par lui pris? — R. Nous l'avons pensé aussi. Si Galabbé n'avait pris de l'émétique qu'à des doses thérapeutiques, nous en aurions à peine trouvé des traces.

D. Si l'émétique avait été administrée la veille, en auriez-vous trouvé des traces dans les viscères? — R. Incontestablement.

D. A-t-il pu se passer sept jours depuis la dernière ingestion de l'émétique? — R. Il a dû s'écouler sept jours, et même davantage.

D. Les emplâtres stibiés ont-ils pu agir dans l'intérieur, par absorption? — R. C'est impossible; il n'existe pas d'expériences qui puissent établir l'introduction par absorption. Dans le cas spécial, il n'y avait pas de boutons à la peau et j'ai pensé que l'emplâtre n'avait pas agi.

D. L'effet de l'émétique est-il de provoquer nécessairement des évacuations alvines? — Non, monsieur le président; cela dépend de la dose à laquelle on administre l'émétique.

M^r Lachaud: Mais s'il s'agit d'un homme journellement nourri d'émétique, ne doit-il pas avoir des évacuations alvines?

Le docteur: Il n'y a pas de réponse absolue à faire à cette question. Un homme peut vomir souvent et être constipé.

M^r Lachaud: Ma question n'a pas été comprise. Je demande si un homme qui, pendant quinze jours, a pris beaucoup d'émétique, peut être constipé?

Le docteur: Si l'émétique passe, non; s'il ne passe pas, si l'estomac fait l'office de tremplin et rejette la substance, oui. Nous n'avons pas souvent l'occasion d'examiner ces effets sur les malades que nous traitons.

M. Lassaigüe, chimiste, rend aussi compte des opérations chimiques auxquelles il a procédé avec M. Lorain, et il confirme les conclusions déjà exposées par le précédent témoin.

M. le président: Avez-vous besoin des renseignements de l'instruction pour constater la présence de l'antimoine dans les organes de Galabbé?

M. Lassaigüe: Non, monsieur; mais une fois la présence de l'antimoine constatée, la science est impuissante, je dois le reconnaître, pour dire à quelle composition il a servi de base. Nous savions qu'il y avait eu injection d'émétique; cet émétique s'était décomposé, et c'était la base seule que nous retrouvions. Nous avions besoin des renseignements de l'instruction pour rattacher cette base à son composé. Sans cela, nous aurions pu rattacher cette base à du beurre d'antimoine, ou à tout autre composé à base d'antimoine.

La fille Moquet dépose: J'ai été au service de la femme Galabbé; son mari a fait une chute et a été malade. J'ai été envoyée par elle dix à douze fois à Paris pour chercher de l'émétique, et elle m'a dit que c'était pour empoisonner son mari, qu'elle ne l'aimait pas, qu'il la battait, qu'elle aimait mieux Lecomte, et qu'elle me donnerait de l'argent si je lui gardais le secret. J'ai confié cela à mon amant qui m'a fait sortir de cette maison en disant de madame: « Cette malheureuse finira mal. » Madame est venue me chercher, et je n'ai pas voulu retourner chez elle.

D. Qu'est-ce que vous gagniez chez l'accusée? — R. Quinze francs par mois.

D. Quel jour le sieur Galabbé est-il tombé? — R. Je ne sais pas; je n'ai pas de mémoire.

D. Est-ce longtemps après sa chute que vous avez été envoyée à Paris pour y acheter de l'émétique? — R. Je n'ai pas de mémoire, je ne peux dire l'époque.

D. Vous êtes sortie de chez l'accusée le 26 juillet? — R. Je ne sais pas. C'est au bout de dix ou douze fois que j'avais été à Paris, qu'elle m'a confiée qu'elle voulait empoisonner son mari.

D. Ou avez-vous pris de l'émétique à Paris? — R. J'ai pu indiquer trois pharmaciens seulement, parce que je ne connaissais pas Paris.

D. Vous avez été, en effet, reconnue par trois pharmaciens. Ce que vous dites est bien la vérité. — R. Je le jure.

M. le président: Recueillez-vous devant MM. les jurés. Le témoin, dont l'intelligence est des plus bornées, se retourne vers les jurés et dit que sa déclaration est vraie.

L'accusée: Cette fille ment.

Le témoin: C'est vous qui dites tout faux; moi je dis ce qui est.

L'accusée: Si cette fille a été chercher de l'émétique, elle l'a donné elle-même.

Le témoin: C'est faux, vous m'avez envoyée chercher du méting.

M. le président: Accusée, cette fille n'est pas votre ennemie; elle ne vous en veut pas. Pourquoi dirait-elle ce qu'elle dit, si ce n'était pas vrai?

L'accusée: Je ne sais pourquoi.

Le témoin: Quand j'ai été pour faire signer mon livret, madame m'a donné cinquante sous pour aller chercher du méting, et mon amant n'a pas voulu que j'y aille, et j'ai gardé les cinquante sous pour mes huit jours.

D. Comment achetez-vous l'émétique? — J'en prends un grain dans chaque pharmacie.

D. Qu'est-ce que votre maîtresse en faisait? — R. Elle mettait ces grains dans de l'eau froide, et elle faisait boire ça à son mari.

D. Il vomissait après? — R. Oui, monsieur, toujours.

D. Qui jetait les vomissements? — R. C'était madame.

D. Avez-vous dit à votre maîtresse pourquoi vous la quittiez? — R. Non.

D. Quand elle est revenue vous chercher, le lui avez-vous dit? — R. Non; c'est mon amant qui a dit: « Cette malheureuse finira mal. »

D. A-t-il dit ça devant elle? — R. Non.

Christien Zinck, brigadier au 1^{er} régiment de la garde: Je vous dirai que la fille Moquet est restée chez madame pendant deux mois. Comme elle était ma maîtresse, j'allais souvent dans la maison. Le bourgeois était malade; mais ça ne me regardait pas. Un jour la fille Moquet m'a dit que la bourgeoisie voulait empoisonner le bourgeois. Alors j'ai dit à ma maîtresse: « Je ne veux pas que tu restes ici. » Et elle a été contente de suivre mon avis et de sortir de la maison.

La femme Galabbé est venue la chercher trois ou quatre fois, en lui proposant, si elle rentrait, d'augmenter sa solde (on rit) de cinq francs. J'ai dit à ma maîtresse que je ne voulais pas qu'elle rentre chez la sienn.

D. Est-ce vous qui avez envoyé la fille Moquet faire sa déclaration chez le commissaire de police? — R. Non, monsieur; elle y a été toute seule.

M. le président: Fille Moquet, revenez. Pourquoi êtes-vous allée faire votre déclaration?

La fille Moquet: C'est d'après ce qu'elle m'avait dit et parce qu'elle avait trop d'amants.

Angéline Aillaud, petite brune à l'accent méridional très prononcé: Je suis entrée le 1^{er} août chez madame et j'en suis sortie le 29. Je suis entrée le soir, et, dès le lendemain, elle me dit: « Sous prétexte d'aller chercher vos bouquets à Paris, vous irez chez beaucoup de pharmaciens et vous prendrez chez chacun un grain de tartre de tibié. » Elle me donna un papier où ce nom était inscrit. « Vous m'en apporterez le plus que vous pourrez, » disait-elle. Je lui en ai apporté vingt-quatre ou vingt-cinq paquets. Elle me dit: « Ma fille, il y en a pour deux jours. » Le surlendemain elle me renvoie et j'en rapporte autant. J'y ai été sept fois.

Ça me paraissait louche, et j'en parlai au vieux Giscard, en lui disant de garder le secret, et que la première fois je remettrais la drogue à M. le commissaire. Mais M. Giscard a été comme les femmes, il a aimé à parler (rire général), et il en a parlé à madame. Dès ce moment mon affaire n'a pas été claire, et je n'ai plus fait de ces commissions.

Un jour elle m'a envoyée chercher des pruneaux, des plus belles que je pourrais trouver, et quand elles ont été cuites, madame y a mis de la mort-aux-mouches et les a fait manger à son mari.

Une autre fois elle me dit: « Les médecins sont tous des c...; si je les laisse faire, ils m'auront bientôt tout mangé; ce que je donne à mon mari lui fera du bien. » Et elle me menaça, le jour de l'autopsie, que si je parlais de ce que j'avais fait pour elle, ça tournerait mal pour moi; que, si je ne parlais pas, elle me donnerait sa montre, ses boucles d'oreilles et 50 francs.

L'accusée: Le témoin fait ses dépositions avec aplomb, parce qu'elle m'avait volé du linge...

Le témoin: Oh!...

M. le président: Voici la déposition écrite du témoin.

M. le président en donne lecture, et fait remarquer que l'épithète carrément articulée par le témoin comme ayant été appliquée par la dame Galabbé aux médecins, est remplacée par le mot d'imbéciles; le reste de la déclaration écrite est conforme à la déposition orale du témoin.

D. Témoin, ce que vous dites ici, vous l'avez dit à d'autres personnes? — R. Je l'ai dit à Giscard, à Coreau, dit Barbillon, à son frère et au garde champêtre Lorin.

D. Accusée, Coreau vous a fait part de ces révélations, et vous avez gardé cette fille? — R. Monsieur, les domestiques sont si rares... (Longue rumeur.)

D. Vous n'avez pas envoyé cette fille à Paris? — R. Jamais, monsieur.

D. Eh bien! cette fille, avec la vivacité toute méridionale et l'intelligence que MM. les jurés peuvent apprécier, a appelé à un pharmacien, qui ne la reconnaissait pas, tous les détails de leur entrevue, avec une telle précision que le pharmacien a dû convenir que tout ce qu'elle disait était vrai.

L'accusée: Si mademoiselle a acheté de l'émétique pour le faire prendre, comme l'autre fille, à mon mari... (Rumeurs prolongées.)

D. Témoin, vous avez reçu une ordonnance écrite? — R. Oui, de la main de madame.

L'accusée: Je ne sais pas écrire.

Le témoin: Eh donc! que vous avez signé mon livret.

L'accusée: C'est mon mari qui l'a signé, votre livret.

Le témoin: Votre mari! mais il était mort, le pauvre homme, quand je suis sortie de chez vous, le 29 août.

Un juré: Le témoin connaissait-il la fille Moquet?

Le témoin: Je l'ai vue venir chez madame pour lui tirer les cartes.

La fille Moquet: Je ne suis pas une sorcière, moi. (On rit.) C'est une vieille femme qui tirait les cartes à madame, et qui lui disait qu'elle « voyait un deuil forcé dans ses cartes. »

L'audience est suspendue pendant quelques instants.

A la reprise des débats, on entend les pharmaciens qui ont rendu du tartre stibié aux filles Moquet et Aillaud.

Un juré demande qu'on interroge la fille Moquet sur son retour dans la maison Galabbé, soit pour tirer les cartes;

soit pour autre chose.

La fille Moquet: Je ne suis pas revenue à la maison après en être sortie.

La fille Aillaud: Elle est revenue une fois chercher du linge, une autre fois pour un bonnet, et une troisième fois elle était avec madame dans la cuisine et elles tripaient des cartes ensemble.

La fille Moquet: C'est vrai, c'est quand la vieille disait la bonne aventure à madame.

Henri Dethan, pharmacien à Paris: Une personne s'est présentée chez moi par deux fois, à huit ou dix jours d'intervalle. La première fois, c'est mon premier élève qui servait un grain d'émétique, après avoir demandé à quel usage il était destiné. La personne lui répondit que c'était pour sa mère, qui se traitait ainsi quand elle était malade. La deuxième fois elle revint, remercia mon élève du bien qu'elle lui avait fait à sa mère. Elle en demanda un troisième, pour ne pas être obligée de revenir; il lui fut refusé, et je dis à mon élève de m'en plus donner.

La fille Moquet: Madame m'avait dit de demander ça pour faire vomir un homme.

D. Vous y êtes allée plusieurs fois? — Oui, monsieur; chaque fois on m'en a donné un grain.

M. Dethan: Je reconnais, en effet, cette femme; mon premier élève l'a parfaitement reconnue aussi.

Jean Fourquet, pharmacien à Paris: Mon élève a vendu de l'émétique à une personne qui lui a été représentée par un agent de police.

M. le président lit les déclarations des deux élèves en pharmacie dont il vient d'être question; tous les deux ont reconnu la fille Aillaud.

François Debergue, pharmacien à Saint-Denis: Le 12 août, M^{me} Galabbé me fit demander de l'émétique pour son mari; je lui en fis donner. Le lendemain, elle envoya de nouveau, et, cette fois, je refusai d'en délivrer. La première fois, on m'a remis un billet ainsi conçu: « Je prie M. Debergue de donner de l'émétique pour faire vomir un homme très fort. Signé femme Galabbé. »

L'accusée: Je n'ai jamais envoyé un écrit semblable.

M. Debergue: J'ai constaté l'écrit sur mon livre de poisons. La deuxième fois, on m'a présenté un nouveau papier portant imprimés les mots: « Tartre stibié. » J'ai refusé de donner l'émétique.

M. Alexandre Bardet, aussi pharmacien à Saint-Denis: J'ai fait des emplacements de poix de Bourgogne avec émétique, sur l'ordonnance de M. Leroy-Desbarres. Antérieurement, j'avais délivré deux grains d'émétique à une femme que j'ai reconnue ici pour être la femme Aillaud.

La femme Aillaud: C'est bien vrai.

Pierre Lagardière, élève en pharmacie: Le 5 août, une femme est venue me demander de l'émétique pour une dame qui en prenait habituellement, et je lui en ai donné deux grains en deux paquets.

La fille Aillaud est rappelée. Les deux témoins la reconnaissent.

La fille Aillaud: J'y suis revenue une seconde fois, monsieur n'a pas voulu me donner du méting.

L'accusée: Je n'ai jamais envoyé cette fille chercher de l'émétique.

Victor Bernard, élève en pharmacie: J'ai donné à une personne (la fille Aillaud) dix paquets de médicaments: il y avait du tartre stibié et d'autres choses.

La fille Aillaud: Il y avait une seringue. (Rire général.)

Le témoin: C'est très exact.

M. le président: Vous voyez bien, messieurs les jurés, que tout ce que dit cette fille se vérifie.

Henri Gassel, autre élève en pharmacie: Je ne me rappelle pas avoir vendu de l'émétique à une femme qu'on m'a représentée.

La fille Aillaud: Quand j'ai été chez le témoin, il devait aller le lendemain voir son père malade, et il a demandé à sa patronne si elle voulait avoir la bonté de revenir de Saint-Denis le lendemain par le train de sept heures. Cette dame lui a répondu: « On ferait pour un étranger ce que vous demandez; comment ne le ferait-on pas pour vous? » Monsieur m'a donné douze grains en deux fois.

Le sieur Gassel: Cette circonstance rappelée par le témoin est exacte.

Pierre Bernard, aussi élève en pharmacie: Je me rappelle avoir vendu deux grains d'émétique à une femme que je n'ai pas reconnue.

La fille Aillaud: C'est bien monsieur; je me rappelle que la femme de monsieur caressait un canari, ou toute autre bête. La femme du témoin a une figure longue et des bandeaux gonflants.

Le témoin Bernard, souriant: C'est bien cela.

Jean Barral, pharmacien: On est venu chez moi me demander de l'émétique que j'ai refusé.

La fille Aillaud: J'ai été chez monsieur; il m'a parlé patois tout de suite qu'il a vu que nous étions du même pays.

D. Monsieur Barral, vous êtes de Marseille? — R. Oui.

D. Et vous, fille Aillaud? — R. Je suis de Nîmes.

La fille Moquet: Moi aussi, j'ai été chez monsieur; c'est son élève qui m'a donné deux ou trois fois de l'émétique.

M. le président: Cet élève l'a en effet déclaré.

Jean-Jacques Lorin, garde champêtre à l'île Saint-Denis: La femme Galabbé m'a prié un jour de lui acheter de la mort aux mouches; c'était en juin dernier. J'en ai acheté pour 5 sous que je lui ai remis.

D. Vous rappelez-vous ce que vous a dit un nommé Duciel, marinier, à propos d'argent à apporter à la Caisse d'épargne? — R. Non, monsieur.

D. Et ce que vous aurait dit la fille Aillaud? — Je ne sais pas ce qu'elle a pu me dire.

La fille Aillaud: Je vous ai dit: « Qu'avez-vous fait? vous avez acheté de la poudre aux mouches pour M^{me} Galabbé, et elle s'en servira pour son mari. » J'avais jeté un papier dans la Seine, et vous l'avez envoyé chercher par votre chien.

Lorin: Ça, c'est vrai.

La fille Aillaud: Eh donc! que vous vous rappelez le papier et le chien et pas ce que je vous ai dit; c'est drôle tout de même.

M. l'avocat-général Oscar de Vallé: Lorin, votre qualité de garde champêtre devait vous faire attacher de l'importance à la révélation qu'on vous faisait?

Lorin: Bah! des affaires de ménage!

M. le président: Comment! vous appelez cela des affaires de ménage? Allez vous asseoir.

Julien Coreau, dit Barbillon: J'ai logé chez madame pendant quelques mois.

D. Et vous avez eu des relations avec elle? — R. Non, monsieur.

D. Vous avez entendu parler des intentions de la femme Galabbé contre la vie de son mari? — R. Mon frère m'en a parlé; j'ai traité ça de bêtises. J'en ai parlé à madame, en lui disant qu'elle devrait renvoyer sa domestique, et qu'elle m'a répondu: « Les bonnes sont rares, et je ne peux pas renvoyer la mienne. »

Martial Giscard, fabricant de filets à Saint-Denis: A la suite d'une rixe avec son mari M^{me} Galabbé me dit: « Père Giscard, vous qui avez tant voyagé, ne pourriez-vous pas m'indiquer quelque chose pour se débarrasser de quelqu'un qui vous gêne? » Je lui dis: « Madame, n'avez pas de ces idées-là, ça pourrait finir mal. »

D. N'avez-vous pas entendu une conversation entre Galabbe et sa femme? — R. Oui, monsieur. La femme Galabbe lui a dit: « Dis donc, père, on fait courir le bruit que je veux l'empoisonner. — Laisse courir les langues, dit son mari; depuis douze ans que nous sommes ensemble, tu ne m'as jamais fait de mal et je t'en ai fait. »

D. La fille Alliaud ne vous a-t-elle pas fait des confidences? — R. Oui, sur les choses que M^{me} Galabbe lui faisait acheter. J'en ai parlé à Duciel, qui en a parlé, je crois, à M^{me} Galabbe.

Le lendemain, la domestique me dit: « Tenez, voilà 10 francs; ne dites pas ce que je vous ai dit. » Un peu plus tard, M^{me} Galabbe m'a demandé si la fille Alliaud avait dit ce que j'avais raconté. J'ai répondu: « Ce qui est dit est dit. »

D. Fille Alliaud, vous connaissiez Lecomte? — R. C'était un amoureux de madame. J'ai été le chercher deux ou trois fois à Bercy, de la part de madame.

L'accusée: C'est faux. La fille Alliaud: Allons donc; il demeurait à droite sur le quai, près d'une rue Gallois, au n° 46 ou 48. Est-ce que je pourrais inventer tout ça? Elle m'a dit qu'ils avaient passé ensemble une nuit dans l'île Saint-Louis, que même madame m'a dit qu'elle avait passé une mauvaise nuit, et que le lendemain M. Lecomte n'avait pas pu déjeuner et avait pris une tasse de thé.

M. le président lit la déclaration du sieur Lecomte, non contenu. Ce témoin parle de ses relations avec la femme Galabbe, de la nuit passée dans l'île Saint-Louis. Le lendemain, le mari est venu chercher sa femme, et ils ont pris tous les trois le café ensemble. Lecomte est allé plusieurs fois avec des amis chez les époux Galabbe.

M. le président: Accusée, vous aviez donc confié tout cela à la fille Alliaud? L'accusée: Elle m'aurait entendu parler de cela avec mon mari.

M. le président: Comment! vous parliez à votre mari de vos relations avec Lecomte? Messieurs les jurés apprécieront.

On entend les témoins à décharge, qui viennent déclarer qu'ils n'ont jamais vu de dénonciation entre les époux Galabbe, ni eu connaissance des mauvais traitements du mari sur la femme.

M. le président déclare que l'audience est levée pour être reprise demain matin à dix heures. Tous les témoins, les pharmaciens exceptés, devront se représenter.

COUR D'ASSISES DU PUY-DE-DOME. (Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) Présidence de M. Grellet-Dumazeau. Audience du 27 novembre.

AFFAIRE DES DEUX MINDER ET DE LAURENT. — TENTATIVE D'ASSASSINAT ET VOL.

(Voir la Gazette des Tribunaux du 28 novembre.) Nous avons annoncé dans notre dernier numéro, d'après une dépêche télégraphique expédiée de Riom, les condamnations intervenues dans cette grave affaire. Elles ont été prononcées à la fin de l'audience du 27. On avait entendu les derniers témoins qui ont confirmé les faits relevés dans l'instruction.

M. l'avocat-général Ancelot a soutenu énergiquement l'accusation, qui a été combattue par quatre jeunes avocats du Barreau de Riom, M^{rs} Salveton, Débrye, Rigal-Drozier et Bonneton.

M. le président a fait d'une manière remarquable le résumé des débats.

A cinq heures et demie, le jury est entré en délibération; il avait cinquante-sept questions à résoudre. A six heures et demie un coup de sonnette a fait frissonner cet immense auditoire qui se pressait dans une salle fort vaste et dans toutes les avenues qui y conduisent. La question de complicité dans la tentative de meurtre avait été posée pour Laurent.

Sur le fait de l'assassinat, les jurés ont été unanimes. En conséquence, Demarbre et Laurent ont été condamnés à la peine de mort; Georges Minder, accusé de vols, aurait été condamné aux travaux forcés à perpétuité, mais, comme il a plus de soixante ans, il a été frappé de la réduction perpétuelle.

Louis Minder était peu ému; Laurent Guérini était consterné et fort abattu; il s'est levé pour parler après la prononciation de la sentence, mais sa voix s'est éteinte. Les accusés ont été reconduits à la maison d'arrêt avec une escorte de onze gendarmes, et cette escorte a été enveloppée dans un nombreux détachement de la troupe de ligne.

P. S. Aussitôt après que les condamnés sont entrés dans la prison, située à deux cents pas du Palais, ils ont été ferrés et mis chacun dans un cachot. Le plus affecté était Laurent Guérini. La femme de ce dernier était à Riom avec ses quatre enfants, dont l'aîné a dix ans et le dernier est encore à la mamelle.

Le verdict du jury a été reçu avec satisfaction par les habitants de Riom, qui craignaient les exploits de cette bande. On sait que Lambert, condamné dans le Calvados, avait commis ici un vol considérable d'argenterie dans une des plus riches familles du pays.

Les trois condamnés viennent de se pourvoir en cassation.

AVIS.

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompt est un mandat sur la poste ou un effet à vue sur une maison de Paris, à l'ordre de l'administrateur du journal.

CHRONIQUE.

PARIS, 29 NOVEMBRE.

La conférence des avocats, sous la présidence de M. Ploque, bâtonnier, assisté de M. Rivolet, membre du conseil, a décidé aujourd'hui la question suivante: « L'auteur d'une reconnaissance d'enfant naturel librement consentie est-il recevable à en demander la nullité? »

Le rapport avait été présenté par M. Laval, secrétaire. MM. Doutraux et Laval ont soutenu l'affirmative. MM. George et Darche la négative.

Après le résumé de M. le bâtonnier, la conférence a adopté l'affirmative. Lundi prochain, la conférence décidera la question de

savoir si l'erreur sur les qualités de la personne rend le mariage annulable.

Le rapporteur est M. Boissard, secrétaire. — Un portier peut-il être logé au sixième étage? Telle est la question qui se présentait dans les circonstances suivantes:

M. Trèves, négociant, occupe dans une maison de la rue des Jeûneurs un magasin ayant issue sur la rue, et un appartement situé au premier étage, où il pénètre par l'escalier ordinaire de la maison et communiquant en outre avec ses magasins. Dans l'escalier, entre le rez-de-chaussée et l'entre-sol, se trouvait la loge du concierge. Cette loge a paru, à la commission des logements insalubres, malsaine et insuffisante, et, sur l'ordre de l'administration, le propriétaire a dû prendre d'autres mesures pour loger son concierge. Voici celles qu'il a cru devoir adopter: il lui a donné pour coucher une chambre située au haut de la maison, au sixième étage, mais avec ordre de descendre à sa loge dès le point du jour, et de ne remonter dans son logement que lorsque tous les locataires sont rentrés. On évite ainsi les dangers résultant, au point de vue de la salubrité, d'un séjour continu dans cette loge; mais ces dispositions, qui laissent ainsi pendant plusieurs heures de la nuit la maison sans gardien, ne présentent-elles pas d'autres dangers? M. Trèves l'a pensé, et il a demandé au propriétaire de rétablir immédiatement les lieux de telle façon que le concierge eût une loge ouvrant sur l'entrée de la maison et de l'escalier, afin de pouvoir veiller nuit et jour sur les magasins et sur les personnes qui pourraient s'introduire dans la maison.

Le propriétaire répondait qu'il avait cédé à un cas de force majeure; que, d'ailleurs, M. Trèves n'avait pas d'intérêt; ses magasins n'ouvrant qu'à huit heures du matin pour fermer le soir à six heures, et son appartement communiquant avec eux par un escalier intérieur, ils se trouvaient ainsi surveillés de la manière la plus efficace.

Mais le Tribunal a statué en ces termes: « Considérant qu'il est constant qu'à l'époque où Trèves est resté dans les lieux, le concierge se trouvait établi dans une loge située entre le rez-de-chaussée et l'entre-sol, ce qui lui permettait d'exercer à toute heure sa surveillance; mais que, depuis, cet état de chose a été changé; qu'une chambre située au sixième étage a été affectée au logement du même concierge que Sabbini (le principal locataire, représentant le propriétaire) offre aujourd'hui de faire tenir, durant le jour et pendant certaines heures de la nuit dans une dépendance de l'ancienne loge;

« Qu'en admettant que la réalisation de ces offres soit possible, elle ne saurait suppléer à l'installation fixe et permanente du concierge au bas de l'escalier, qui assure à ces locataires une surveillance de tous les moments; que Trèves a été dès lors bien fondé à protester dès le principe contre ces nouvelles dispositions;

« Que vainement on invoque, au nom de Sabbini, la prétendue force majeure à laquelle il aurait dû céder en rappelant que c'est sur les injonctions de la commission des logements insalubres qu'il a dû déplacer le concierge; que, loin de venir à sa décharge, ce fait accuse son imprévoyance et l'insuffisance des lieux consacrés par lui à usage de loge; que, dans tous les cas, il ne saurait être opposé à Trèves;

« Attendu qu'il n'y a lieu de s'arrêter davantage à la proposition dernière de Sabbini d'établir nuit et jour un gardien dans l'ancienne loge; qu'en effet, un pareil état de choses serait encore moins acceptable que celui établi par la commission de salubrité, vu les réductions nouvelles que Sabbini a tout récemment fait subir à l'espace déjà reconnu insuffisant pour l'établissement d'un portier; que Trèves est, en résumé, fondé à demander aujourd'hui ou qu'il soit procédé au rétablissement du concierge au rez-de-chaussée ou à l'entre-sol ou que Sabbini lui fournisse les moyens de pourvoir lui-même à la surveillance qu'il a droit de réclamer;

« Dit et ordonne que, dans la huitaine de ce jour, Sabbini devra procéder, soit au rez-de-chaussée, soit à l'entre-sol, au rétablissement d'une loge propre à l'installation fixe et permanente d'un concierge; et de nature à satisfaire aux règlements de police et de salubrité; dit que les travaux devront être mis à fin dans le délai d'un mois, sinon le condamne à payer à Trèves, à l'effet par celui-ci de pourvoir ainsi qu'il l'entendra à la surveillance des lieux qu'il occupe, la somme de 2 fr. 50 c. par jour; condamne en outre Sabbini, pour le préjudice éprouvé jusqu'à ce jour, à la somme de 150 fr.»

(Tribunal civil de la Seine, 4^e chambre, présidence de M. Picot, audience du 18 novembre 1858; plaidants, M^{rs} Denormandie pour M. Trèves, M^{rs} Dupuis pour M. Sabbini.)

— Un sieur X..., se disant commissionnaire en marchandises, s'était adressé, il y a quelque temps, à un honorable négociant du Lyonnais, qui faisait un commerce considérable de marrons et qui a plusieurs dépôts dans les environs de Paris. Il désirait obtenir une fourniture importante de cette marchandise, et, n'ayant pas reçu de réponse, il s'était adressé ensuite à l'un des dépositaires, qui s'était empressé de lui faire une première livraison de 37 sacs de marrons au prix courant de 22 fr. le sac. Le lendemain de cette première livraison, le sieur X... s'adressait au même dépositaire, lui annonçant que le tout était déjà placé et lui faisait une nouvelle commande de 200 sacs, avec invitation de la faire expédier dans le plus bref délai. On lui répondit qu'on allait faire droit à sa demande; mais, comme il s'agissait cette fois d'un marché de plus de 4,000 fr., on crut devoir demander préalablement l'avis du négociant, qui donna sur-le-champ contre-ordre, en annonçant qu'il allait se rendre à Paris pour prendre de plus amples informations sur la solvabilité de l'acheteur; il ajouta que des renseignements défavorables l'avaient engagé à laisser sans réponse une première demande qu'il lui avait faite directement.

Le négociant ne tarda pas à être complètement renseigné; il apprit que le sieur X... logeait dans un hôtel meublé du quartier de la Monnaie, qu'il avait vendu les trente-sept sacs de marrons au-dessous du prix d'achat et que, selon toute probabilité, il en avait déjà dissipé le produit. Il s'empressa, en conséquence, de donner l'ordre à son dépositaire de ne pas expédier les deux cents sacs demandés. Celui-ci s'était conformé à cet ordre, quand, il y a quelques jours, il reçut, à la requête du sieur X..., sommation par huissier, d'avoir à effectuer la livraison dans le plus bref délai. Indigné de tant d'audace, le négociant qui avait appris que ces deux cents sacs avaient encore été vendus avant la livraison au-dessous du prix d'achats en partie pour la province, dénonça le fait à la justice qui déclara aussitôt un mandat d'arrêt contre le sieur X..., sous prévention d'escroquerie.

L'agent porteur du mandat se rendit à l'hôtel du quartier de la Monnaie, où la maîtresse lui affirma que le sieur X... ne s'y trouvait pas en ce moment, et il se retira. Celui-ci, qui était caché dans une pièce voisine en attendant un commerçant de Rennes avec lequel il devait traiter d'une partie de la fourniture de marrons en litige, sortit immédiatement après l'agent qu'il ne connaissait pas, et le suivit pour vérifier qui ce pouvait être. En le voyant traverser le Pont-Neuf sans paraître se diriger vers la Préfecture de police, souponnant que c'était le commerçant qu'il attendait, il l'aborda et lui demanda s'il n'était pas M. N... de Rennes. « Non, répondit l'agent. » Et comme le sieur X... s'excusait de l'avoir dérangé inutilement, il ajouta: « Mais au contraire, c'est moi qui vous dois des remerciements, car j'ai aussi une affaire à traiter avec vous. » Puis, tirant de sa poche le mandat d'arrêt dont il était porteur, il le lui présenta en disant: « Vous voyez quelle est la nature de l'affaire? » Le sieur X... comprit qu'il venait de se livrer involontairement et il dut se laisser conduire au dépôt de la Préfecture de police, où il a

été écroué pour être mis à la disposition de la justice.

— Dans la matinée d'avant-hier, vers dix heures, des locataires de la maison rue des Marais-du-Temple, 48, entendirent, en passant devant un logement au rez-de-chaussée, au fond de la cour de cette maison, de faibles gémissements partant de l'intérieur. Ce logement était occupé en commun par un ouvrier tourneur en cuivre et une ouvrière en chapeaux de paille, qui se quittaient habituellement dès le matin pour se rendre à leur travail. Comme on ne les avait pas vu sortir ce jour-là, on pensa, avec raison, que quelque accident leur était arrivé, et ne doutant plus que les gémissements ne fussent poussés par eux, on s'empressa de faire ouvrir la porte par un serrurier, et l'on pénétra aussitôt à l'intérieur. On trouva ces deux personnes étendues sans mouvement, et ne donnant plus que de très faibles signes de vie; une forte odeur de charbon de terre, répandue dans la pièce, indiquait suffisamment qu'ils se trouvaient l'un et l'autre sous le coup d'une asphyxie accidentelle. Comme leur logement était humide, la veille au soir, avant de se coucher, ils avaient allumé du charbon dans un poêle en en tournant un peu la clé pour empêcher que la combustion se fit trop rapidement; la vapeur s'était échappée par les fissures du poêle, avait fini par remplir la pièce, et ils avaient été surpris par l'asphyxie pendant leur sommeil.

On fit appeler en toute hâte les hommes de l'art, et, en quelques minutes, huit médecins, répondant avec empressement à cet appel, se trouvaient près des deux victimes et leur prodiguaient leurs soins. Le traitement fut long; la situation de ces infortunés était telle, que ce ne fut qu'après trois heures de soins, et en employant un appareil électrique, qu'on put ranimer un peu leurs sens. Lorsqu'on eut fait disparaître les symptômes les plus alarmants, on les fit transporter à l'hôpital Saint-Louis, où les soins leur ont été continués, et, malgré la gravité de leur état, on ne perd pas tout espoir de pouvoir les sauver.

DEPARTEMENTS.

MEUSE. — Jean-Nicolas Jausset, condamné pour assassinat à la peine de mort par la Cour d'assises de la Meuse, a été exécuté lundi dernier à St-Mihiel.

Pendant la nuit, l'échafaud avait été dressé à trente mètres environ de la porte extérieure de la maison de justice. M. l'abbé Bellanger, aumônier des prisons, avait la triste mission de prévenir le condamné de sa fin prochaine, et à six heures du matin, ce digne prêtre, accompagné de M. le curé Maucourt et de son vicaire, chargeait le gardien-chef de réveiller Jausset qui dormait profondément. A l'ordre qui lui fut donné de se lever et de s'habiller à une heure inaccoutumée, le condamné n'eut plus de doute sur sa terrible position, et ses sanglots et ses cris annonçaient qu'il avait tout compris.

« Pendant la nuit, dit-il, j'ai entendu remuer des bois et frapper des coups de marteau; j'ai dit à ceux qui couchaient avec moi: « C'est mon échafaud qu'on monte »; mais ils m'ont répondu que non, que ce bruit venait des menuisiers qui travaillaient pour la maison. »

Après sa confession, le condamné s'est jeté à genoux, donnant chacune de ses mains aux deux prêtres qui se trouvaient près de lui, et a récité avec ferveur et d'une voix ferme l'Oraison dominicale, la Salutation angélique et une invocation à la Sainte-Vierge.

Après avoir récité ces prières, Jausset se releva, disant à M. le curé: « Envoyez à mon frère les effets qui me restent, et faites dire des messes pour le repos de mon âme. »

Il demanda à son défenseur de l'embrasser, et au moment où celui-ci accomplissait ce désir suprême, des sanglots étouffèrent la voix du condamné. L'heure était venue de procéder à la fatale toilette, les exécuteurs s'emparèrent de Jausset. « C'est donc vous, monsieur, dit-il à l'un d'eux, c'est donc vous qui allez m'exécuter? Ah! surtout ne me faites pas souffrir; coupez-moi bien... »

« Comme il sentait qu'on lui attachait les mains derrière le dos: « Oh! dit-il, ne me liez pas les mains, laissez-moi libre, je mettrai ma tête comme vous voudrez. »

Les préparatifs terminés, le condamné but un peu d'eau-de-vie et dit: « Coupez-moi les cheveux, je crains qu'ils ne soient trop longs! Allons-nous-en, que cela soit tout de suite fini, et surtout ne me manquez pas, ne me faites pas souffrir. »

Il partit accompagné de l'aumônier et des respectables ecclésiastiques qui l'avaient exhorté à espérer dans la miséricorde divine. Il parcourut d'un pas ferme le court trajet qui le séparait de l'échafaud, et, arrivé sur la plateforme, il prononça d'une voix sonore quelques paroles et se livra aux exécuteurs: à sept heures moins dix minutes, Jausset avait expié son crime, et la justice des hommes était satisfaite!

Quoique l'exécution fût fixée au point du jour, et malgré la rigueur du froid, la place de l'exécution était envahie par plusieurs milliers de spectateurs, parmi lesquels on ne remarquait que très peu de nos concitoyens et beaucoup d'habitants des campagnes voisines. A l'exception du piquet de service, pas un des soldats du 7^e lanciers n'a assisté à ce sanglant et terrible spectacle.

INSERCTIONS FAITES EN VERTU DE LA LOI DU 2 JANVIER 1850.

ARRÊTS DE CONTUMACE.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Philippe Arnoux, âgé de vingt-neuf ans, né à Saint-Amant (Belgique), ayant demeuré à Paris, rue d'Argenteuil, n° 11, profession de garçon d'hôtel (absent), déclaré coupable d' avoir, en 1857, commis des vols dans la maison du sieur Jocoillet dont il était domestique, au préjudice des sieurs Rajati, Delrance et Picard, qui se trouvaient dans ladite maison, a été condamné par contumace à dix ans de reclusion, en vertu de l'art. 336 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général, ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Honoré Liegeois (absent), âgé de quarante et un ans, né à Autreche (Oise), ayant demeuré à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, 143, profession de géomètre, déclaré coupable d' avoir, en septembre 1857, à Paris, commis un vol à l'aide d'escalade dans une maison habitée, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, en vertu de l'article 381 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

La nommée Henriette-Adèle Moussard, âgée de vingt-sept ans, ayant demeuré à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 76, profession de domestique (absente), déclarée coupable d' avoir, en octobre 1857, à Paris, commis un vol au préjudice des époux Gauthier, dont elle était domestique, a été condamnée, par contumace, à dix ans de reclusion, en vertu de l'article 386 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Emmanuel-Théodore Leclerc, ayant demeuré à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 21, profession de marchand de bois, déclaré coupable d' avoir, en 1857, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse en détournant une partie de son actif, a été condamné, par contumace, à quinze ans de travaux forcés, en vertu de l'art. 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Auguste-Ernest Martinouart, ayant demeuré à Paris, rue Fontaine-au-Roi, 24, profession de marchand de bois (absent), déclaré coupable d' avoir, en 1857, à Paris, commis un vol au préjudice de la comtesse d'Hinska dont il était domestique, a été condamné par contumace à dix ans de reclusion, en vertu de l'article 386 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général, ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Jules-Prudent Rivière (absent), âgé de trente-huit ans, né à Aix-en-Othe (Aube), ayant demeuré à Paris, rue de la Roquette, 26, profession de polier-fumiste et entrepreneur de fêtes publiques, déclaré coupable d' avoir en 1857, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant une partie de son actif, a été condamné, par contumace, à dix ans de travaux forcés, en vertu de l'art. 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général, ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Emmanuel-Théodore Leclerc, ayant demeuré à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 21, profession de marchand de bois, déclaré coupable d' avoir, en 1857, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse en détournant une partie de son actif, a été condamné, par contumace, à quinze ans de travaux forcés, en vertu de l'art. 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Auguste-Ernest Martinouart, ayant demeuré à Paris, rue Fontaine-au-Roi, 24, profession de marchand de bois (absent), déclaré coupable d' avoir, en 1857, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant une partie de son actif, a été condamné par contumace à quinze ans de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 septembre 1858.

Le nommé Henri Holtz, âgé de trente-six ans, ayant demeuré à Paris, rue Richemont, 13, profession de domestique (absent), déclaré coupable d' avoir, en 1857, à Paris, commis un vol au préjudice de la comtesse d'Hinska dont il était domestique, a été condamné par contumace à dix ans de reclusion, en vertu de l'article 386 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur-général, ce requérant, Le greffier en chef, Lot.

Bourse de Paris du 29 Novembre 1858.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes Au comptant, Der c., Fin courant, etc.

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes FONDS DE LA VILLE, OBLIG. DE LA VILLE, etc.

A TERME.

Table with 4 columns: Instrument, Cours, Plus haut, Plus bas, Der Cours.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Railway and Price. Includes Orléans, Nord, Est, Paris-Lyon et Médit., etc.

On voit souvent de grands talents nous arriver de l'étranger et venir à Paris demander la consécration de leur fortune et de leur renommée. Le docteur Carlos Koth en est là. Ce chirurgien-dentiste américain, qui a acquis une grande célébrité dans les différents pays visités par lui, tels que l'Allemagne, l'Angleterre et, en dernier lieu, l'Espagne, où il a reçu de Sa Majesté la reine la récompense la plus flatteuse, vient aujourd'hui en France continuer l'exercice d'un art qui lui doit ses derniers perfectionnements. Ce savant praticien possède, on peut le dire, la plus riche et la plus complète collection d'instruments qui soit en Europe, pour toutes les opérations délicates ou compliquées de son art.

Il faut voir son cabinet, installé par lui d'une façon vraiment grandiose, rue de la Grange-Batelière, 10, et où se trouve réuni tout ce que la science moderne a découvert pour la confection des dents artificielles et pour la guérison des maladies de la bouche. — Le docteur Carlos Koth, qui a écrit plusieurs ouvrages spéciaux sur l'art dentaire, parle anglais, allemand, espagnol et suédois.

Les consultations ordinaires ont lieu tous les jours, de 11 heures à 3 heures. Pour les autres heures, ainsi que le dimanche, il doit être prévenu.

SPECTACLES DU 30 NOVEMBRE.

- OPÉRA. — Le Misanthrope, Bataillon de dames. OPÉRA-COMIQUE. — L'Ambassadrice, Jean de Paris. ODÉON. — Hélène Peyron, le Roman d'une heure. ITALIENS. — Il Giuramento. THEATRE-LYRIQUE. — Les Noces de Figaro. VAUDEVILLE. — Le Roman d'un jeune homme pauvre. VARIÉTÉS. — Les Babelots du Diable. GYMNASE. — L'Avocat du Diable, les trois Maupin. PALAIS-ROYAL. — Le Punch-Grassot, Jeune poule, Jonathas. PORTE-SAINT-MARTIN. — Faust. AMBIGU. — Fanfan la Tulipe. GAITÉ. — Les Crochets du père Martin. CIRQUE IMPÉRIAL. — Les Pilules du Diable. FOLIES. — Les Talismans, Entre hommes. DELASSEMENTS. — La belle Espagnole, Faust et Framboisy. FOLIES-NOUVELLES. — Le Faux Faust, le Page. BOUFFES PARISIENS. — Orphée aux Enfers. LUXEMBOURG. — L'Amoureux transi. BEAUMARCHAIS. — Tout pour l'honneur. CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres à 8 h. du soir. PASSE-TEMPS (boulevard Montmartre, 12). — Tous les jours, de huit à dix heures, soirée magique. ROBERT HOUDIN. — A 7 heures 1/2, Soirées fantastiques. Expériences nouvelles de M. Hamilton. CONCERTS DE PARIS (rue du Halde, 19). — Tous les soirs, de huit à onze heures du soir.